



**PRÉFET  
DE L'AVEYRON**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
De l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

**UNITÉ INTER-DÉPARTEMENTALE TARN-AVEYRON**

Arrêté complémentaire n° *12-2022-12-22-00004*

du

**22 DEC. 2022**

relatif à l'actualisation du classement et des prescriptions de fonctionnement  
de l'unité de traitement de piles et de batteries usagées  
exploitée par la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM)  
située avenue Jean Jaurès sur la commune de Viviez

---

**LE PRÉFET DE L'AVEYRON**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le code de justice administrative ;
- Vu** le décret du Président de la République du 5 octobre 2022 portant nomination de Monsieur Charles GUISTI, en qualité de préfet de l'Aveyron ;
- Vu** le décret du Président de la République du 6 mai 2021, portant nomination de Madame Isabelle KNOWLES, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, sous-préfète de Rodez ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 12-2022-10-24-00011 du 24 octobre 2022 portant délégation de signature à Madame Isabelle KNOWLES, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015-22-01 du 28 mai 2015 autorisant la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM) à exploiter des installations de production de cadmium-nickel à partir de déchets et des installations d'hydrométallurgie sur son site de Viviez ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2016-11-03 du 16 mars 2016 portant reclassement de la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM) à Viviez en site Seveso seuil bas suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 12.2020.01.15.004 du 15 janvier 2020 autorisant la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM) à poursuivre l'exploitation des installations de production de cadmium-nickel à partir de déchets et des installations d'hydrométallurgie sur son site de Viviez ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance transmis par la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM) par courrier électronique du 21 juillet 2022 par lequel elle porte à la connaissance de la DREAL Occitanie le projet de modifications non substantielles de l'unité hydrométallurgie implantée au sein de son établissement situé à Viviez ;

- Vu** le rapport et les propositions en date du 17 novembre 2022 de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 29/11/2022 à la connaissance du demandeur ;
- Vu** l'absence d'observations de l'exploitant dans son courrier en date du 08/12/2022 ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il convient d'actualiser le classement des activités exercées et de compléter les prescriptions imposées à la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM) à Viviez en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron

### - A R R E T E -

#### **Article 1<sup>er</sup> - Bénéficiaire et portée de l'arrêté**

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations exploitées par la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM) pour son établissement situé avenue Jean Jaurès sur le territoire de la commune de Viviez sont soumises aux prescriptions complémentaires des articles suivants.

La société SNA M est autorisée à poursuivre le fonctionnement de l'unité hydrométallurgie conformément au dossier de porter à connaissance n° A116452/version D – juillet 2022.

#### **1.1. Nomenclature**

Dès notification du présent arrêté, le tableau figurant à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 12.2020.01.15.004 du 15 janvier 2020 autorisant la SNA M à poursuivre l'exploitation des installations de production de cadmium-nickel à partir de déchets et des installations d'hydrométallurgie sur son site de Viviez est remplacé par le tableau de classement actualisé ci-après :

Rubrique	Installations et activités concernée	Capacité maximale autorisée	Nature de l'installation Désignation activité	Régime (*)
3250.2.c	Production, transformation des métaux et alliages non ferreux : 2. Plomb et cadmium c) Fusion, y compris alliage, incluant les produits de récupération, et exploitation de fonderie, avec une capacité de fusion supérieure à 4 tonnes par jour	Capacité de traitement : 15 t/j	Unité de distillation de déchets de batteries NiCd après thermolyse en vue de la production de billettes de cadmium métal et d'alliages ferro-nickel	A
		Capacité de traitement : 9 t/j	Unité de raffinage des billettes de cadmium obtenues après distillation en vue de la production de billettes de cadmium pur	
		Capacité de traitement : 3 t/j	Unité de fusion des billettes de cadmium pur obtenues après raffinage en vue de la production de lingots de cadmium pur	
		Capacité totale de traitement : 27 t/j		



Rubrique	Installations et activités concernée	Capacité maximale autorisée	Nature de l'installation Désignation activité	Régime (*)
3420.e	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques, tels que : e) Non-métaux, oxydes métalliques ou autres composés inorganiques, tels que carbure de calcium, silicium, carbure de silicium	Capacité de traitement : 150 kg/j	Unité hydrométallurgie (Hydrobat) Extraction de métal à partir de la masse active	A
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : - traitement biologique - traitement physico-chimique - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - récupération/ régénération des solvants - recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques - régénération d'acides ou de bases - valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution - valorisation des constituants des catalyseurs - régénération et autres réutilisations des huiles - lagunage	Capacité de traitement : 20 t/j	Unité hydrométallurgie (Hydrozinc) Régénération de bains de fluxage et d'acide de dézingage issus de la galvanisation Utilisation de réactifs usagés (bains usés d'acides ou de bases) en substitution de matières premières pour régulation pH	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.		Déchets en attente de traitement par procédés hydrométallurgie	A
		90 tonnes	Unité hydrométallurgie (Hydrozinc) : bains usés de fluxage, d'acide de dézingage, de bains usés d'acides ou de bases répartis entre 2 cuves de 25 m³ et des GRV	
		500 kg	Unité hydrométallurgie (Hydrobat) : masse active telle que MelCo, MelNi, Meldiv	
		Quantité totale : 90,5 tonnes		
4130.2.a	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides a. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 tonnes	40 tonnes	Unité hydrométallurgie : Acide nitrique dont la concentration est comprise entre 26,5% et 70%	A
4441.1	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3.		Unité hydrométallurgie	A
		20 tonnes	Nitrate de nickel en solution	
		20 tonnes	Acide sulfurique	
		20 tonnes	Nitrate de potassium en solution	
		Quantité totale : 60 tonnes		



Rubrique	Installations et activités concernée	Capacité maximale autorisée	Nature de l'installation Désignation activité	Régime (*)
4510.i	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	15 tonnes	Masse active : mélange de nickel, cobalt, manganèse, zinc, lithium et terres rares	A
		180 tonnes	Unité hydrométallurgie Présence de substances et mélanges :  Bains de fluxage, bains d'acides de dézingage usés et/ou régénérés (contenant ZnCl <sub>2</sub> ) en cuves Bains de fluxage bains d'acides de dézingage usés et/ou régénérés (contenant ZnCl <sub>2</sub> ) en GRV Réactifs et additifs : composés de zinc (oxyde et chlorure) Produits présents dans les réacteurs Hydrozinc et Hydrobat Hydroxyde de nickel	
		Quantité totale : 195 t		
2718.i	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.  1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.		Unité de valorisation des piles et accumulateurs :	A
		100 tonnes 50 tonnes 250 tonnes	Transit de piles et accumulateurs dangereux admissibles : Stock déchets classés H2-E1 Stock réception autres déchets Stock transit	
		50 tonnes 50 tonnes	Transit de déchets dangereux admissibles souillés par des graisses : Stock réception Stock transit	
		Quantité totale : 500 t		
2770	Installation de traitement thermique de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910.	Capacité de traitement de l'unité de thermolyse : 4 tonnes par cycle  Capacité de traitement sur l'unité de distillation : 15 t/j  Capacité de traitement sur l'unité de raffinage : 9 t/j	Traitement de déchets dangereux (piles et accumulateurs Ni-Cd ou autres) par thermolyse, distillation et/ou raffinage	A
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910.	Capacité de traitement de l'unité de thermolyse : 4 tonnes par cycle	Traitement de déchets non dangereux par thermolyse (piles et accumulateurs Ni-MH, Li-Rec, et autres déchets admissibles)	A
		Capacité de traitement : 16,8 t/j	Unité de fusion par induction d'alliages ferro-nickel résultant de l'opération de distillation des piles et accumulateurs Ni-Cd en vue de la production de lingots de NiFe	



Rubrique	Installations et activités concernée	Capacité maximale autorisée	Nature de l'installation Désignation activité	Régime (*)
2790	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques n° 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793et 2795.	Activité : 1700 t/an	Démontage des batteries industrielles dangereuses (Ni-Cd ou autres)	A
		Activité : 24 t/j	Traitement des piles, accumulateurs Ni-Cd par broyage	
		Activité : 20 t/j	Traitement dans l'unité d'hydrométallurgie - régénération de bains issus de la galvanisation ; - extraction de métal de la masse active ; - utilisation de déchets (acides ou bases) en substitut de matières premières pour régulation pH	
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2711, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j		Unité de valorisation des piles et accumulateurs	A
		Activité : 25t/j	Démontage des batteries industrielles non dangereuses (Ni-MH, Li-Rec ou autres) admissibles	
		Activité : 24 t/j	Traitement des piles, accumulateurs et autres déchets Li-Rec par broyage	
		Activité totale 49 t/j		
2713.1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m²		Unité de valorisation des piles et accumulateurs :	E
		50 m²	Zone de réception	
		870 m²	Stockage amont	
		670 m²	Zone de tri	
		1115 m²	Stockage expédition	
		430 m²	Stockage annexe	
Surface totale : 3135 m²				
2711.2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. le volume susceptible d'être entreposé étant: 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³	990 m³	Unité de valorisation des piles et accumulateurs :  Unité d'entreposage de DEEE	DC
2910.A.2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, ..., à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2. supérieure à 2 MW et inférieure à 20 MW	Puissance globale de 2,9 MW	Groupe électrogène n° GE1 : 2,1 MW Groupe électrogène n° GE2 : 0,8 MW	DC
4120.1.b	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition.	Quantité totale susceptible d'être présente : 25 t	Unité de traitement de l'air : matière contenant du cadmium (oxyde de cadmium ou cadmium sous forme pulvérulente)	D





Rubrique	Installations et activités concernée	Capacité maximale autorisée	Nature de l'installation Désignation activité	Régime (*)
2661.2.b	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 2 Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j	Capacité de traitement : 7,2 t/j	Unité de valorisation des piles et accumulateurs ;  Broyage des matières plastiques	D

(\*) : A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration avec contrôle périodique)

### 1.2. Réglementation Seveso

L'établissement relève du statut « seuil bas » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

L'établissement est seuil bas par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement pour les rubriques 4441 et 4510.

### 1.3. Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3250 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à cette rubrique principale sont celles associées au document BREF NFM « Industrie des métaux non ferreux (juin 2016) ».

### 1.4. Conformité au dossier de porter à connaissance

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son dossier de porter à connaissance référencé n° A116452/version D – juillet 2022.

### Article 2 : Unité hydrométallurgie

Dès notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 12.2020.01.15.004 du 15 janvier 2020 précédemment cité sont abrogées et remplacées par les prescriptions suivantes :

L'article 8.3.4. du titre 8 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2015 susvisé est, dès la notification du présent arrêté, remplacé par les dispositions suivantes :

#### Article 8.3.4.1. Implantation

L'unité hydrométallurgie est implantée sur la parcelle cadastrale n° 418. Elle est constituée :

- d'un bâtiment hydrométallurgie numéroté 70a sur le plan figurant en annexe 1 du présent arrêté. Celui-ci se situe à plus de 13 mètres des limites de propriété ;
- d'une aire de stockage extérieure sous auvent, numérotée 70b sur le plan figurant en annexe 1 du présent arrêté, faisant office de capacité de rétention d'un volume de 65 m<sup>3</sup>. Cette aire dispose d'une zone de dépotage/emportage destinée au transvasement des solutions régénérées et/ou à régénérer entre le camion-citerne et les stockages vrac (cuves ou GRV) ;
- d'une zone de stockage constituée de 3 cuves d'un volume unitaire de 25 m<sup>3</sup> (C1, C2 et C3) et de 2 cuves d'un volume unitaire de 50 m<sup>3</sup> (C4 et C5) attenante à l'aire de stockage extérieure sous auvent. Cette zone est imperméable et placée sous rétention.

Le bâtiment hydrométallurgie regroupe :

- une ligne de valorisation des solutions « usées » (bains de fluxage et d'acide de dézingage) issus d'installations du secteur de la galvanisation, appelée Hydrozinc. Elle est composée de 4 réacteurs d'un volume unitaire de 10 m<sup>3</sup> (R1, R2, R3 et R4) et de 2 filtres-presses (FP1 et FP2) ;



- une ligne d'extraction du cobalt, du nickel et du manganèse de la masse active issue du traitement amont des piles/batteries Lithium-ion, appelée Hydrobat. Elle est composée de 4 réacteurs d'un volume unitaire de 1 m<sup>3</sup> (R11, R12, R13 et R14) et de 1 filtre-presse (FP11) ;
- une unité de traitement de l'air (UTA 12) composée d'un groupe moto-ventilateur, d'une colonne de lavage des gaz permettant l'introduction d'hydroxyde de sodium et d'un conduit de cheminée (E) dont les caractéristiques sont définies à l'article 3.2.3 du titre 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 janvier 2020 susvisé.

Les installations présentes au sein de l'unité hydrométallurgie sont reprises sur le plan figurant en annexe 2 du présent arrêté.

En l'absence de capacités de rétention dédiées conformes aux prescriptions de l'article 8.3.4.5 du présent arrêté, le fonctionnement des réacteurs R2 et R4 est interdit.

L'utilisation des 2 cuves de stockage d'un volume unitaire de 50 m<sup>3</sup> (C4 et C5) est strictement interdite. Ces cuves doivent être maintenues vides de tout produit.

#### **Article 8.3.4.2. Conditions générales de fonctionnement**

Toutes dispositions sont prises en vue d'empêcher tout emballement réactionnel non maîtrisé. Les réacteurs sont équipés de dispositifs (disque de rupture ou soupape) permettant d'éviter leur endommagement en cas d'élévation anormale de la pression. L'exploitant est alerté de toute perte de confinement liée à l'ouverture d'une soupape ou d'un disque de rupture entraînant un rejet important de substance dangereuse dans l'environnement.

Les systèmes de maintien en température disposent de sécurité et d'asservissements permettant d'éviter toute dérive anormale de la température en dehors des plages de variation autorisées.

Les dispositifs d'introduction de produits dans les réacteurs sont équipés de capteurs et de sécurités permettant de stopper leur transfert en cas de dérive anormale de la réaction.

En cas de défaut d'alimentation électrique ou d'utilités, les équipements adoptent des positions de repli définies au niveau du système de contrôle commande permettant une mise en sécurité de l'installation par fermeture ou ouverture selon le cas des vannes automatiques, vannes tout ou rien et électrovannes.

Les réacteurs R1 à R4 et R11 à R14 sont reliés à l'unité de traitement de l'air (UTA 12). Le fonctionnement des réacteurs, en phase pilote ou à pleine charge, est interdit en cas de non-raccordement, d'arrêt ou de dysfonctionnement de l'unité de traitement de l'air.

Les opérations d'hydrométallurgie sont réalisées sous la surveillance permanente d'un opérateur formé. Elles font l'objet de procédures écrites.

#### **Article 8.3.4.3. Équipements de sécurité**

Les réacteurs R1 et R14 où sont introduits le peroxyde d'hydrogène sont équipés d'agitateur permettant d'assurer un mélange homogène dans le réacteur. Tout dysfonctionnement de celui-ci fait l'objet d'une alarme et de consignes visant à minimiser le risque de décomposition du peroxyde.

Les réacteurs R1 et R14 sont équipés de dispositif de surveillance de la température et du pH indépendant des sondes de régulation. Ce dispositif de sécurité commande automatiquement :

- le sur dépassement d'un seuil de température haute, le déclenchement d'une alarme et l'arrêt de l'alimentation du réacteur ;
- le sur dépassement d'un seuil de pH bas, l'interdiction d'introduction de peroxyde d'hydrogène.

Le débit d'introduction d'ammoniacque dans le réacteur R1 est régulé.



#### **Article 8.3.4.5. Risques de pollution accidentelle**

Afin d'éviter la pollution du milieu naturel par épandage accidentel de substances dangereuses et de produits chimiques liquides (bains de fluxage usés/régénérés, réactifs, matières premières, bains d'acide ou de base usés, etc.), les dispositions suivantes sont prises :

- tous les postes de dépotage ou d'empotage sont situés sur l'aire de stockage extérieure imperméable, faisant office de capacité de rétention d'un volume de 65 m<sup>3</sup> ;
- toutes les substances dangereuses et tous les produits chimiques liquides sont stockés sur l'aire de stockage extérieure imperméable, faisant office de capacité de rétention d'un volume de 65 m<sup>3</sup> ;
- les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention ;
- les réacteurs sont équipés de rétentions conformes aux prescriptions du paragraphe I figurant à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- les cuvettes de rétention des capacités de stockage des substances dangereuses et des produits chimiques liquides ne sont pas reliées aux réseaux de collecte et de rejet d'effluents et d'eaux pluviales.

L'exploitant s'assure qu'à tout moment le volume disponible au niveau de la rétention de 65 m<sup>3</sup>, associée à l'aire de stockage extérieure imperméable, permet de contenir au moins 50 % de la capacité totale des réservoirs, récipients ou camion-citerne associés. À cet effet, un registre informatique est mis en place et tenu à jour régulièrement par l'exploitant. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le stockage de substances dangereuses et de produits chimiques liquides (bains de fluxage usés/régénérés, réactifs, matières premières, bains d'acide ou de base usés, etc.) est interdit à l'intérieur du bâtiment hydrométallurgie, sauf s'ils sont contenus dans des GRV placés sur des capacités de rétention individuelles.

Les cuves de stockage C1 à C5 sont équipées de sécurités associées à des capteurs de niveau ou de pesée permettant d'éviter tout débordement de produit.

#### **Article 8.3.4.6. Dispositions spécifiques aux cuves de stockage et à leurs rétentions associées**

Les cuves de stockage C1 à C5 sont soumises aux dispositions réglementaires figurant à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

À ce titre, l'exploitant transmet avant le 31 décembre 2022 à l'inspection des installations classées l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précédemment cité.

La cuvette de rétention associée aux cuves de stockage C1 à C5 est soumise aux dispositions réglementaires figurant à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

À ce titre, l'exploitant transmet avant le 31 décembre 2022 à l'inspection des installations classées l'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précédemment cité, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.



### **Article 3 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1. Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 4 : Affichage et publication**

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Viviez pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron pendant une durée minimale de deux mois.

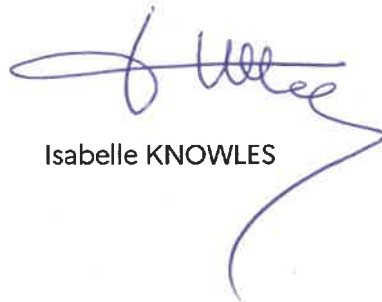
### **Article 5 : Exécutions**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron et notifié à la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM) à Viviez. Une copie sera adressée au maire de Viviez.

Fait à Rodez, le

**22 DEC. 2022**

Pour le préfet et par délégation  
La secrétaire générale

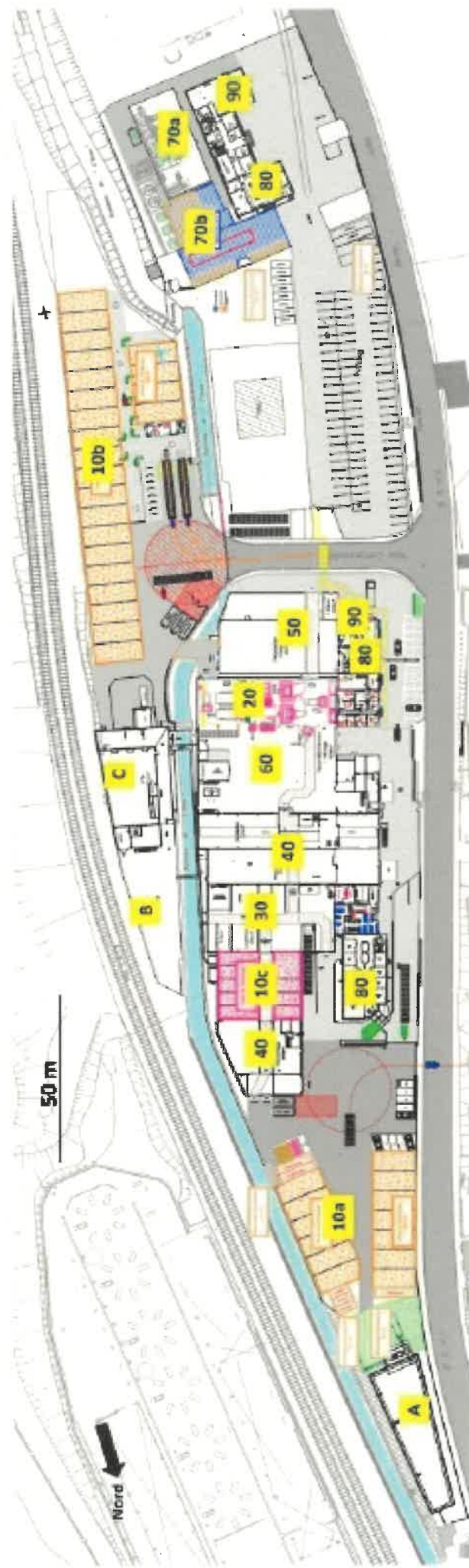
A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Isabelle Knowles', with a long, sweeping underline that extends to the right.

Isabelle KNOWLES





Annexe 1 : plan du site



**10a :** Stockage batteries Li-Ion

**10b/10c :** Stockage batteries NiCd ou Li-Ion/NimH (séparément) en cellules de 84 m<sup>2</sup> RE1180 + autres technologies (plomb, lithium primaire...) dans des containers et armoires sécurisés.

**20 :** Traitement par thermolyse Li-Ion/NimH

**30 :** Préparation « masse active » (séparation et broyage post thermolyse)

**40 :** Traitement batteries NiCd (démontage, distillation, raffinage)

**50 :** Démantèlement et préparation avant thermolyse des batteries Li-Ion et NimH

**60 :** Affinage Ni-Fe

**70a/70b :** Atelier hydrométallurgie (HydroZinc / Hydrobat) + stockages associés (sous auvent ou sur rétention extérieure)

**80 :** Bâtiments administratifs et laboratoires



Annexe 2 : Plan de l'unité hydrométallurgie

